

Togo : le gouvernement réconforte Gnassingbé et annonce la révision des listes électorales



Réuni mercredi en Conseil des Ministres présidé par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, le gouvernement togolais a décidé faire avancer le processus devant aboutir aux différentes élections en 2018 dans le pays. Alors que le dialogue politique annoncé peine à être tenu et que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est toujours incomplète, le gouvernement a fixé le nombre des commissions électorales locales et annoncé le démarrage de la révision des listes électorales pour ce mois de janvier.

Au cours de ce premier Conseil des ministres de l'année 2018, le gouvernement a adopté un décret fixant le nombre des Commissions Electorales Locales et Indépendantes (CELI) et leurs ressorts territoriaux.

Selon le décret, la CENI dont les membres sont entrés en fonction depuis le 20 octobre prévoit entamer dès ce mois de janvier, la révision des listes électorales.

La première étape dans le cadre de cette opération de révision, poursuit le communiqué, consiste à la mise en place des CELI, fixées à 38, de même que leurs ressorts territoriaux, conformément aux dispositions de l'article 27 de

la loi portant code électoral.

La CENI devant d'organiser les prochaines scrutins prévus par les autorités à savoir législatives, les locales ou encore le référendum, n'est toujours pas complète. A ce jour, elle est composée de 13 membres au lieu de 17. Les 4 membres manquant à l'appel devront être fournis, après concertation, par l'ANC, le CAR, l'ADDI, les FDR, le FPD et Sursaut, des partis composant l'opposition parlementaire et qui sont pour la plupart membres de la Coalition de l'opposition qui conteste la démarche gouvernementale.

{loadmoduleid 210}

Par ailleurs, le président togolais, a reçu en début de cette séance les vœux de son gouvernement. Selon le communiqué ayant sanctionné les travaux, le Premier ministre, Komi Sélom Klassou et ses ministres ont indiqué que Faure Gnassingbé tire sa légitimité des élections libres, démocratiques et transparentes, ayant permis au peuple souverain de porter son choix sur lui, parce qu'il est « le plus en phase avec le peuple » et non des « vendeurs d'illusions ».

« Faure Gnassingbé a toujours œuvré pour la consolidation de la paix, la sécurité, et pour l'ancrage des valeurs de la démocratie et de l'Etat de droit au Togo », lit-on dans le document.

Par contre, le Conseil ne s'est pas prononcé sur le dialogue politique annoncé de longues dates et qui ne se concrétise toujours pas.

Signalons en outre que la tension politique n'a toujours pas baissé et des manifestations politiques sont encore annoncées pour le samedi 13 janvier. Pendant que l'opposition organise une manifestation nationale pour commémorer le 55^e anniversaire de l'assassinat de Sylvanus Olympio, le premier président du Togo, Union pour la République (UNIR, au pouvoir) pourrait

également descendre dans les rues pour réclamer la tenue rapide du dialogue inter togolais.